



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

GESTION DOMANIALE DES BIENS DE L'ÉTAT

(Direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre, 1825-1995)

Répertoire numérique détaillé

établi par Sylvie JULIEN

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Domaine immobilier.....	6
Domaine maritime.....	7
Autre domaines.....	8
Domaine en Outre-mer.....	9

Référence

B-0065645/1 – B-0065655/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Gestion domaniale des biens de l'État

Dates extrêmes

1825-1995

Noms des principaux producteurs

Direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre.

Importance matérielle

11 boîtes soit 1,40 mètre linéaire.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement.

Historique du producteur

L'enregistrement est réorganisé en régie (décret des 9-15 mai 1791, décret des 18-27 mai 1791), puis érigé en direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre (arrêté du 20 septembre 1801). De 1817 à 1878, cette direction reçoit les attributions de l'administration des forêts. En 1848, elle est remplacée par une simple direction, puis rétablie comme direction générale en 1851. Elle est constituée d'une direction générale au niveau de l'administration du ministère des finances, et de services extérieurs à l'échelon départemental. En application d'un décret du 16 avril 1948, elle est absorbée par la direction générale des impôts. En revanche, les services extérieurs ne commencent leur fusion qu'en 1968.

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Ces archives ont été classées de manière thématique.

Présentation du contenu

La direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre était chargée au nom de l'État de toutes les opérations juridiques (acquisition, vente, location, affectation ...) concernant le domaine de l'État (constitué des biens dont l'État, les départements et les communes sont propriétaires), et de la gestion des achats et des ventes des biens relatifs aux successions vacantes ou non réclamées. Elle procédait au recensement de l'ensemble des biens en France comme à l'étranger, préparait et mettait à jour le Tableau général des propriétés de l'État. Elle était également compétente pour l'encaissement de tous les produits et revenus du domaine de l'État.

Les archives présentes dans ce fonds concernent les affaires domaniales pour une période qui va de 1825 à 1995. On y trouve à la fois des dossiers réglementaires et des dossiers opérationnels de suivi des bâtiments ou des lieux.

Indexation

Domaine public

B-0065645/1 - B-0065649/1

Domaine immobilier.

1860-1995

B-0065645/1

Hausse de loyer concernant des baux administratifs (1976-1981) ; hausse de loyer concernant un immeuble de la société Hotel Majestic (1956-1982) ; location d'un immeuble boulevard Haussmann à Paris (1945-1973) ; location d'un immeuble à l'ALPAF à Paris (1971-1983) ; demande de valeur locative d'un immeuble (1956-1970) ; demande de valeur locative d'un immeuble du ministère des affaires sociales (1986) : arrêts de la Cour d'Appel et de la Cour de Cassation, convention, correspondance.

1945-1986

B-0065645/2

Déclassement de dépendances de la gare Glacière-Chantilly à Paris (1964-1976) ; déclassement d'une partie du domaine public ferroviaire du site de Bercy (1950-1978) ; concession par la société nationale des chemins de fer français (SNCF) d'un garage public à la société France-Parking (1967-1968) ; recensement des sols appartenant à la société nationale des chemins de fer français (SNCF) (1965-1980) ; acquisition par l'État de parts de sociétés civiles immobilières (1976-1983) ; projet de cession à l'État d'une partie du palais de justice de Rennes (1883-1986) ; affectation d'un terrain sis à l'ancien fort de la brèche en Seine-Saint-Denis (1946-1973) ; construction de ponts routiers sur le Rhin (1978) ; terrains communaux dits "de marais" (1976-1977) ; aménagement du bois de Vincennes (1860-1982) ; projet de cession à la ville de Paris d'un terrain sis paris 13ème (1971-1980) ; convention de gestion à la ville de Paris d'un immeuble sis dans le 9ème (1980-1982) ; réorganisation de la région parisienne (1968-1969) ; lycées de la région parisienne (1973-1975) : ordonnance, loi, décret, correspondance.

1860-1986

B-0065646/1

Domaine immobilier, travaux effectués par l'ennemi sur des immeubles (1945-1961) ; demande de transfert des successions vacantes aux secrétaires-greffiers (1968-1972) ; mesures conservatoires prises après l'ouverture d'une succession (1986) ; projet de réforme pour simplifier le rôle du domaine dans les successions (1932-1962) ; gestion des successions vacantes et séquestres (1941-1971) ; confiscation par contumace (1970-1971) ; documentation de base sur les séquestres (1977-1981) ; demande de solution (1952-1966) : loi, décret, correspondance.

1932-1986

B-0065646/2

Création de l'agence de défense des biens et intérêts des rapatriés (ADBIR), observations du service des domaines sur le texte : loi, correspondance.

1962-1963

B-0065646/3

Simplification de la législation en matière domaniale (1936-1953) ; assouplissement des règles de gestion et d'aliénation (1955-1957) : loi, décret, correspondance.

1936-1957

B-0065647/1

Tableau général des propriétés de l'État (1961-1986) ; nomination d'un commissaire à l'aménagement du domaine de Chambord (1970-1973) ; loi n° 70-219 du 23 décembre 1970 relative au classement des monuments historiques (1948-1970) : loi, décret, circulaire du premier ministre, correspondance.

1948-1986

B-0065647/2

Villes nouvelles. - Marne-la-Vallée (1977-1983) ; Vaudreuil (1977-1989) ; Evry (1972-1983) ; dispositions de terrains acquis pour les villes nouvelles par le FNAFU sur les crédits budgétaires (1957-1973) ; cession par l'État de terrains aux établissements publics d'aménagement de villes nouvelles (1964-1976) ; taux de réévaluation du prix de vente dans les cessions aux villes nouvelles (1978-1982) ; délais de paiement des immeubles acquis par les établissements publics d'aménagement de villes nouvelles (1984-1992) : loi, décrets, correspondance.

1957-1992

B-0065648/2

Construction d'une résidence universitaire à l'école vétérinaire de Maisons-Alfort (1978-1994) ; projet de bail emphytéotique d'un ensemble immobilier du CROUS de Strasbourg (1993-1994) ; projet de bail emphytéotique pour la construction d'une résidence universitaire à Lyon (1957-1993) ; dotation au CROUS de Dijon d'un terrain domanial (1985-1993) ; demande de bail emphytéotique pour une résidence universitaire à Dijon (1969-1995) ; demande bail emphytéotique pour une résidence universitaire dans l'Isère (1993-1994) ; projet de bail emphytéotique pour un terrain occupé par le centre technique du bois à Paris (1966-1984) ; transfert de biens des anciens établissements d'enseignement supérieur du domaine universitaire (1970-1976) ; projet de bail emphytéotique d'un ensemble immobilier du CROUS de Limoges (1993-1994) : décrets, statut, correspondance.

1957-1995

B-0065649/1

Rapport sur le fonctionnement des commissariats aux ventes (1965) ; confiscation des biens Pétain (1955-1964) ; transfert à la direction des séquestres à la direction du service central des ventes (1941-1964) ; demande de nationalisation du musée automobile Schlumpf (1977) ; modification du fonctionnement du parc automobile (1974-1983) ; déplacement d'un véhicule administratif hors du territoire national (1979-1986) ; achat de véhicules par l'UGAP (1947-1980) ; classement des ouvrages militaires (1964-1967) ; vente d'armes de guerre aux particuliers (1973-1982) ; vente de matériel militaire en Allemagne (1980) ; location de matériel de vol à voile (1960-1966) ; mise en dépôt et contrôle des objets mobiliers (1921-1980) ; réforme du régime fiscal des ventes mobilières (1960-1963) ; dispositions réglementaires relatives aux billets de banque et monnaies contrefaits (1979-1980) ; modification des articles A102 et A103 du code du domaine de l'État en matière de location (1972-1986) ; location du mobilier de l'État (1940-1961) ; aliénation de biens meubles (1986-1988) ; statistiques des ventes mobilières (1976-1986) ; vente de biens mobiliers dans les départements (1955-1975) ; autorisation de cession gratuite de bibliobus (1968) ; vente aux enchères de mobilier (1973-1974) ; dépenses de fournitures (1955-1968) ; remise au domaine de biens ayant appartenu aux détenus (1964) : décrets, correspondance.

1921-1988

B-0065650/1 - B-0065651/1

Domaine maritime.

1954-1991

B-0065650/1

Droit de pêche sur les eaux du domaine public fluvial (1963-1984) ; mise à jour du code des voies navigables et de la navigation intérieure (1958) ; application du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure (1978-1982) ; attributions au ministre de la qualité de vie en matière de pêche fluviale (1974-1975) ; droits de pêche

aux inscrits dans les étangs privés du littoral (1969-1973) ; exploitation du droit de pêche dans les eaux du domaine privé de l'État (1976-1977) ; droits de pêche à la ligne et aux balances à écrevisses (1954-1961) ; inscriptions au TGPE de terrains affectés aux voies navigables (1983-1991) : loi, proposition de loi, projets de décret, comptes rendus de réunion, correspondance.

1954-1991

B-0065651/1

Cap d'Ail, jugement du tribunal administratif et recours devant le conseil d'État (1980-1987) ; aménagement du Cap d'Ail (1967-1980) ; contrôle de la propreté de l'eau (1972-1976) : jugements, mémoires, plans, bail, correspondance.

1967-1987

B-0065652/1 - B-0065655/1

Autre domaines.

1899-1989

B-0065652/1

Domaine militaire. - Remise en gestion d'immeubles domaniaux à l'institut de gestion sociale des armées (1953-1979) ; aliénation d'immeubles utilisés par l'OTAN et les forces alliées (1967) ; implantation de lignes téléphoniques sur le domaine militaire (1982) ; changement d'utilisation du domaine militaire (1969-1970) ; attribution d'immeubles domaniaux à l'office national d'études et de recherches aéronautiques (1954-1985) ; retrait de dotation à l'office national d'études et de recherches aéronautiques suite à la création d'un parc péri-urbain à Palaiseau (1969-1984) : loi, décret, correspondance.

1953-1985

B-0065652/2

Domaine forestier. - Rénovation de la politique forestière (1976-1977) ; groupements pastoraux et associations foncières pastorales (1971-1974) ; tutelle des groupements syndicaux forestiers (1974-1975) ; rapport de travail sur le rôle de la forêt (1977-1978) ; concessions en forêt domaniale gérées par l'ONF (1983-1985) ; transfert de biens soumis au régime forestier (1981) ; immeubles vacants dans les secteurs de reboisement (1965-1966) ; concessions de maisons forestières (1967-1981) ; projet de cession d'une forêt domaniale à EDF (1976-1981) ; utilisation du domaine forestier par l'armée (1962-1967) ; cession du domaine forestier de la Marta à la commune de la Brigue (1959-1960) : loi, rapport, correspondance.

1959-1985

B-0065652/3

Biens à l'étranger. - Commission interministérielle des biens à l'étranger (1962-1987) ; requête d'un particulier sur une vente d'un terrain à Andorre (1974) ; acquisitions immobilières par l'État au Maroc et en Tunisie (1959-1960) ; redevances locatives de logements militaires au Maroc (1960-1961) ; gestion des biens au Liban et en Syrie (1968-1969) ; immeubles domaniaux à Hong-Kong (1981) ; cession d'un immeuble en République Fédérale Allemande (1961) ; location d'immeubles en Guinée (1968-1969) ; modification du tracé de la frontière franco-suisse (1978) : décret, correspondance.

1959-1987

B-0065652/4

Secteur Énergie. - Transport de gaz combustible par canalisations (1950-1981) ; ouvrages de transport et de distribution électrique (1979) ; régime des redevances sur les ouvrages de transport et distribution de gaz et électricité (1953-1989) : décret, correspondance.

1950-1989

B-0065655/1

Réforme administrative. - Modifications des attributions du préfet (1899-1901) ; compétence des préfets et directeurs des impôts en matière domaniale (1959-1968) ; délégation préfectorale de signatures (1964-1980) ; délégation de pouvoirs aux préfets sur le domaine de la société nationale des chemins de fer français (SNCF) (1963) ; mesures de déconcentration proposées par le ministère de l'équipement (1968-1970) ; mesures de déconcentration administratives soumises par le secrétariat d'État à la fonction publique (1970) ; commission interministérielle chargée des mesures de déconcentration (1972-1978) ; réorganisation du service du domaine (1967-1969) ; cession des préfetures aux départements (1980-1983) ; répartition des compétences (1983) ; déconcentration du contrôle financier au niveau local (1970) ; réorganisation du réseau comptable (1963-1974) ; déconcentration en matière d'investissements publics (1970) : décrets, circulaire, correspondance.

1899-1983

B-0065648/1, B-0065653/1 - B-0065654/2

Domaine en Outre-mer.

1825-1987

B-0065648/1

Frais de régie, défaut de paiement de la taxe de publicité foncière (1855-1967) ; imputation des frais de procédure des séquestres (1943-1950) ; rémunérations perçues au titre de la gestion des successions vacantes (1980-1983) ; frais de régie perçus au titre de la gestion des successions vacantes dans le DOM (1969) : instructions, correspondance.

1855-1983

B-0065653/1

Aménagement foncier dans les DOM (1960-1963) ; application des dispositions du code rural (1968) ; bail à ferme d'une exploitation agricole (1962-1965) ; transfert de compétence en matière domaniale (1983-1985) ; nouveaux statuts en matières domaniale (1971-1972) ; statut de certains officiers ministériels (1972) ; application du domaine minier aux nappes souterraines (1968-1969) ; protection des monuments historiques (1964-1965) ; législation des successions vacantes (1952-1980) : loi, décret, correspondance.

1952-1985

B-0065653/2

Zone des cinquante pas géométriques dans les DOM, utilisation des terrains domaniaux du littoral (1963-1982) ; demande de transfert de la zone au territoire de Nouvelle-Calédonie (1955-1968) ; attribution gratuite de terrains aux communes (1953-1970) ; aliénation de terrains dans la zone (1950-1969) ; location d'une parcelle (1976) : loi, décrets, correspondance.

1950-1982

B-0065654/1

Domaine en Guyane, concessions domaniales en Guyane (1966-1987) ; concession de terres agricoles (1950-1987) ; octroi de permis forestiers (1951-1968) ; territoire utilisé par les ethnies indiennes (1980) ; projet de création d'une SAFER (1977-1978) ; conservation des ressources biologiques de la mer (1972) ; taxe des redevances pour concessions agricoles (1970-1973) ; proposition d'allègement de tâches des services fiscaux et situation des effectifs (1976-1985) : décrets, correspondance.

1950-1987

B-0065654/2

Répartition de propriétés domaniales entre l'État et le département à Saint-Pierre et Miquelon (1825-1986) ; cession gratuite de terrains à Saint-Pierre et Miquelon (1977) ; vente de terrains pour résidence secondaire à Saint-Pierre et Miquelon (1973-1977) ; fiscalité à Saint-Pierre et Miquelon (1974-1977) ; Terres Australes et Antarctiques françaises (1966-1971) ; Wallis et Futuna (1978) ; Territoire des Affars et Issas (1975) ; réglementation minière en Nouvelle -Calédonie (1968) ; organisation des communes en Nouvelle-Calédonie (1964-1965) ; Loi n° 75-560 du 3 juillet 1975 relative à l'indépendance aux Comores (1974-1975) : décrets, correspondance.

1825-1986